

**RAPPORT N° 2024/5-08**  
**au bureau de la Communauté**  
**en séance du jeudi 31 octobre 2024**

**OBJET**

**MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE POUR LA RESTAURATION DE LA CONTINUITE ECOLOGIQUE DU SEUIL DE BOURBON DE LA RIVIERE DE SAINT DENIS - PLAN DE FINANCEMENT ET DEMANDE DE SUBVENTIONS AU TITRE DE L'OFFICE FRANÇAISE DE LA BIODIVERSITE OUTRE-MER – AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 22 « Mettre en place un plan de gestion de l'eau pluviale, des rivières et ravines (GEMAPI) » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR*

**PREAMBULE :**

Dans le cadre de l'opération la restauration de la continuité écologique du seuil de bourbon sur la rivière de Saint Denis, la CINOR compétente en matière de la GEMAPI a attribué au groupement ACOA / SUEZ CONSULTING l'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour l'ensemble de l'opération restauration de la continuité écologique couvrant la conception, la réalisation des travaux et les aménagements connexes. L'AMO a produit le cahier des charges nécessaire à la désignation d'un maître d'œuvre sur cette opération.

L'enveloppe prévisionnelle allouée à l'opération de protection a été réévaluée par actualisation des prix et s'élève à 4 000 000 €HT dont 270 000,00 € HT pour la maîtrise d'œuvre comprenant la mission de base (AVP/PRO/ACT/EXE/DET/AOR) et les missions complémentaires (actualisation de l'étude de danger, expertise écologique, autorisation environnementale, coordination environnementale).

**PLAN DE FINANCEMENT :**

Cette opération est éligible au titre de l'Office Française de la biodiversité Outre-Mer. La CINOR souhaite solliciter une subvention sur la base du plan prévisionnel de financement suivant :

COÛT PRÉVISIONNEL DE LA MAITRISE D'ŒUVRE €HT	PARTICIPATION « Office Française de la Biodiversité Outre-Mer »		PARTICIPATION MAITRISE D'OUVRAGE CINOR	
	TAUX %	MONTANT HT	TAUX %	MONTANT HT
270 000,00 €	60	162 000,00€	40	108 000,00€

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- approuver le plan de financement prévisionnel pour la mission de maîtrise d'œuvre couvrant la conception, la réalisation des travaux et les aménagements connexes pour la restauration de la continuité écologique du seuil de bourbon de la rivière de Saint Denis ;

- m'autoriser à solliciter et à signer la subvention au titre de l'Office Française de la biodiversité Outre-Mer ainsi que tous les actes y afférents.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,**  
**Maurice GIRONCEL**

Accusé de réception  
N° 2024-10-31-00001  
Date de réception : 31/10/2024  
Date de réception : 31/10/2024  
Date de réception : 31/10/2024

**DECISION N°2024/5-08  
du bureau de la Communauté  
en séance du 31 octobre 2024**

**OBJET**

**MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE POUR LA RESTAURATION DE LA CONTINUITE ECOLOGIQUE DU SEUIL  
DE BOURBON DE LA RIVIERE DE SAINT DENIS - PLAN DE FINANCEMENT ET DEMANDE DE SUBVENTIONS  
AU TITRE DE L'OFFICE FRANÇAISE DE LA BIODIVERSITE OUTRE-MER – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2024/5-08 du Président ;

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20241031-BC2024-5-08-DE  
Date de télétransmission : 12/11/2024  
Date de réception préfecture : 12/11/2024

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'approuver le plan de financement prévisionnel pour la mission de maîtrise d'œuvre couvrant la conception, la réalisation des travaux et les aménagements connexes pour la restauration de la continuité écologique du seuil de bourbon de la rivière de Saint Denis

COÛT PRÉVISIONNEL DE LA MAITRISE D'ŒUVRE €HT	PARTICIPATION « Office Française de la Biodiversité Outre-Mer »		PARTICIPATION MAITRISE D'OUVRAGE CINOR	
	TAUX %	MONTANT HT	TAUX %	MONTANT HT
270 000,00 €	60	162 000,00€	40	108 000,00€

**ARTICLE 2**

D'autoriser le Président de la CINOR à solliciter et à signer la subvention au titre de l'Office Française de la biodiversité Outre-Mer ainsi que tous les actes y afférents.

Nombre de votants : 11  
Suffrages exprimés : 11  
Vote pour : 11  
Vote contre : 00  
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde

07 NOV 2024

Le Président,  
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20241031-BC2024-5-08-DE  
Date de télétransmission : 12/11/2024  
Date de réception préfecture : 12/11/2024